

CRIMES COLONIAUX ET REPENTANCE

Un ouvrage collectif relance le débat

Aspects de la repentance⁽¹⁾ est l'intitulé d'un livre réunissant une dizaine d'études sur ce thème et autour duquel furent sollicités paritairement des universitaires des «deux rives». Outre le fait que par la sobriété, voire la neutralité sémantique du titre il indique corollairement que ces travaux réfutent globalement les a priori politiques et généralement les enfermements idéologiques, il est par ailleurs remarquable qu'il ait été conçu dans une volonté de croisement des points de vue.

A l'abri du conditionnement inévitable, que les codes de pensée d'ici et d'ailleurs façonnent surnoisement, sa lecture nous a paru édifiante par sa pertinence intellectuelle. Sous la direction du professeur Ismaël-Salim Khaznadar, enseignant à l'université de Constantine, cet essai collectif constitue une démarche originale visant à mettre en question (s) plurielle ce rapport ambigu qu'entretient la guéguerre des mémoires avec un concept strictement religieux : la repentance en cause. Alors que, dans le même temps, l'on a pris l'habitude d'interpeller les historiens pour rendre des verdicts, la préoccupation s'avère tout autre. Comme il se plaît à le rappeler à ses interlocuteurs, Khaznadar insiste sur la genèse de ce projet.

«Il n'est, dit-il, qu'un faisceau d'études qui ne prétend ni à la plaidoirie ni à un quelconque réquisitoire. Il se veut une sorte d'éclairage différencié qui s'efforce de donner un nom à de grandes souffrances afin d'en fixer enfin un sens et pourquoi pas apaiser les mémoires.» Dans le même ordre d'idées, M^{me} Hélé Béji⁽²⁾, auteure de la préfa-



Photo : DF.

ce, insiste sur cet objectif, mais d'une manière plus vigoureuse. «(...) Les textes de ce recueil, écrit-elle, ont le mérite d'aller au-delà de cette dimension personnelle et strictement morale du repentir. La repentance, élégant

vocabulaire pour décrire une scénographie plus prosaïque des peuples qui n'ont pas fini de régler leurs comptes et qui poursuivent sur le plan immatériel un affrontement, où les armes officielles leur sont interdites, n'est qu'une nouvelle façon d'en découdre et de rejouer le passé dans des rôles qui sculptent chaque protagoniste dans son épopée narcissique.» Voilà une solide mise en garde qui pourrait déplaire à bon nombre de cénacles dans les deux «outre-mer», — tant il est vrai que nous sommes toujours «l'outre-mer de l'autre» !

Sauf qu'elle a le mérite de briser les miroirs déformants afin de ne pas oblitérer par d'inutiles polémiques «l'écriture de l'acte final» de cette histoire. Est-il, par conséquent, possible de transcender le malentendu sur ce fameux concept et trouver les justes vocables pour requalifier le passé ? Le maître d'œuvre de ce travail collectif le pense également. Et c'est précisément autour de trois questions-séquences qu'il s'en explique.

Boubakeur Hamidechi

1- Publié par les éditions Barzakh - Algérie

2- Hélé Béji est agrégée de lettres modernes, elle a enseigné la littérature à l'université de Tunis avant de travailler à l'Unesco. Elle est l'auteure notamment de deux essais dont *Islam Pride, derrière le voile* (Gallimard 2011) et *Désenchantement national, essai sur la décolonisation* : in Editions Maspero 1982

ENTRETIEN AVEC ISMAËL KHAZNADAR* (COORDONNATEUR)

«Où est notre Martin Luther King ?
Où est notre Vaclav Havel ?»

Le Soir d'Algérie. La repentance pour crimes coloniaux exigée de la France n'est-elle qu'un épisode diplomatique, ou devrait-elle être l'évènement fondateur d'une relation avec l'Algérie finalement apaisée, respectueuse et donc durable ?

Ismaël Khaznadar. Envisageons pour commencer cette hypothèse d'école. Selon des modalités qui restent évidemment à définir, les représentants de l'Algérie officielle deviennent cessionnaires, venant de la France officielle, d'une demande de pardon qui serait expression d'un repentir pour l'ensemble des crimes liés à la période coloniale.

Quel serait alors le bénéfice pour les deux parties ?

D'abord pour la partie officielle française, il ne s'agira que d'une corvée vite expédiée, dans un souci de pur pragmatisme : tourner une page, mais qui aurait été si mal lue. Cette démarche, qui assurément ne réunira aucun consensus, contribuera à troubler les consciences et fausser les jugements, car aucun débat n'a été voulu qui aurait posé d'utiles jalons. La vulgarité haineuse d'un petit ligueur, maintenant ancien ministre, récemment exprimée et qui décourage jusqu'à la pitié, en donne le ton. Mais la gauche elle-même n'est ni au clair ni parfaitement à l'aise avec cette question. Il se trouvera toujours des porte-étendards, pour

L'homme des indépendances doit, pour guérir et grandir, être affranchi de toute la bimboloterie du pardon demandé et reçu, il lui est demandé de poster des points dans le futur qui seuls peuvent le destiner et commander ses actions dans le monde. L'homme des indépendances est celui qui estime avoir un avenir en dehors des mots et du regard du colonisateur et surtout loin de ses traces. Ces traces retenues ne sont que des occasions pour éloigner l'histoire de ses ressorts et tarir l'intelligible qui peut monter d'elle.

repentance sera plus encombrante que vraiment libératrice. Dite avec peu de mots comme il sied, elle paraîtra honteuse. Déclarative et emphatique, elle paraîtra hypocrite et sans portée. Dans les deux cas, elle ne délivrera que menues significations. Il y aura plus d'habit que de moine. S'il advenait qu'un acte de repentance fut formulé, il se dissoudrait vite dans le flot de l'histoire, dans le doute, par l'oubli, et pour finir, par la révocation. Ensuite, pour la partie officielle algérienne, l'interrogation est tout autre. Quels héros et emblème avons-nous eu après l'indépendance, qui aujourd'hui sans déchoir, c'est-à-dire en légitimité et en autorité, peuvent demander raison de tout notre passé colonial ? Où sont ces pinacles d'intégrité morale, de rectitude et d'engagement, ces figures d'élection, élection portée non comme une réunion de suffrages, mais comme élans dirigés vers ce qui indique toujours le juste chemin à suivre ? Où est notre Martin Luther King ? Où est notre Vaclav Havel ? Les demandes de repentance relèvent presque exclusivement du désir de consolation, de l'obtention du gain politique à moindre coût, ou de l'improbable orgueil d'en être le destinataire.

Un homme bien de chez nous, Augustin d'Hippone, écrivait que l'orgueil n'est que le mensonge sur soi. Les retrouvailles franco-allemandes, après 1945, étaient inconcevables sans le général de Gaulle et sans le chancelier Adenauer. Elles n'avaient de signification que dans l'immédiat après guerre. Des entreprises ou des rencontres trop longtemps différées perdent leur souci et souvent leur substance. Mais souvent le pardon

reçu ne sert de rien, il laisse en arrêt son destinataire dans la grande vacuité du quitus accordé, et le pardon demandé ne l'est uniquement que pour faire taire la parole qui cerne de blâme et accuse. L'homme des indépendances doit, pour guérir et grandir, être affranchi de toute la bimboloterie du pardon demandé et reçu, il lui est demandé de poster des points dans le futur qui seuls peuvent le destiner et commander ses actions dans le monde. L'homme des indépendances est celui qui estime avoir un avenir en dehors des mots et du regard du colonisateur et surtout loin de ses traces.

Ces traces retenues ne sont que des occasions pour éloigner l'histoire de ses ressorts et tarir l'intelligible qui peut monter d'elle. Serions-nous condamnés à rester des victimes, cœur de pleureuses dans le continu suspend d'un bon vouloir ? Restés vivants, ni Abane Ramdane ni Larbi Ben M'hidi n'auraient exigé de contrition publique des anciennes autorités coloniales.

Mais si un acte de repentance n'est ni utile ni souhaitable, que reste-t-il à faire ?

Ce qui doit s'entreprendre n'est pas un reste. Nous sommes devant l'impératif de comprendre toute notre histoire. Une histoire remembrée, cessible, conçue non comme liturgie, mais comme patiente construction académique. L'élucidation est une démarche qui est bien plus exigeante que la simple demande de repentance. Elucider, en ce qui concerne l'entreprise coloniale, c'est la prendre toute, dans l'intégralité du mouvement qui l'a rendue possible comme histoire longue afin d'en comprendre tous les mécanismes, les ressorts, les acteurs, les idées, les leviers culturels et économiques. Cette somme fixée dans un champ de définitions articulées va réunir et lier des significations, celles qui nous retiennent aujourd'hui avec nos soucis, nos besoins de comprendre d'aujourd'hui. Ces significations sont celles

qui organisent avec le plus de cohérence le plus grand nombre de faits historiques et réduisent le divers éparpillé des événements et les condensent en lignes de forces essentielles et en proposent un récit intelligible. Ce champ de définitions ouvrira un champ de sens et l'histoire de l'infamie peut alors s'écrire.

Les crimes de guerre sont, quant à eux, prescrits dix ans après qu'ils eurent été commis. En l'état actuel du droit français, le général Aussaresses ne sera jamais jugé.

Entreprendre d'élucider est d'abord de la responsabilité des Etats, de tous les Etats. Choisir d'accompagner le travail des historiens par l'ouverture des archives, par l'assurance d'une liberté académique, par l'érection d'institutions qui hébergent bibliothèques et chercheurs, par l'octroi du respect et de la considération pour leurs efforts, cela est le seul acte politique qui vaille. La seule

attitude qui à l'honneur ajoute l'intelligence est celle que devraient nous inspirer le combat et les écrits d'Aimée Césaire. Souvent, moins que la repentance, est demandée une «reconnaissance» des crimes coloniaux ; la reconnaissance est une adhésion, c'est-à-dire une croyance encore une libre disposition de l'esprit conçue loin de toute nécessité. Seul le travail académique de l'historien peut donner cette estampille de nécessité au divers de l'histoire en l'organisation en séquences et systèmes. Un travail d'élucidation remettrait l'Etat, tout Etat, dans sa continuité historique qui est la seule garante d'une réelle production de sens. L'élucidation sort de la délibération des historiens, c'est une tâche soutenue, toujours remise sur le métier, et le sens livré n'est pas achevé, ultime. Ultime en cela qui rendrait vain tout effort ultérieur. La repentance dans ses bons aspects ne relève que du dépôt de culpabilité.

Vouloir criminaliser l'entreprise coloniale peut-il être un souci d'historien ?

Non, il ne le peut ni le doit. Criminaliser l'entreprise coloniale ne relève que de la libre opinion.